

REVUE de la PRESSE RWANDAISE

Bimensuel qui résume en français les principaux articles de tous les périodiques parus en kinyarwanda (au Rwanda ou dans les pays d'alentour)

Nouvelle Série - SOMMAIRE DU N° 2 : 1 - 15 octobre 1994

- Imbaga y'Urwanda	n° 6	3 - 10 octobre 1994 pages 2 - 3
- Kiberinka	n° 20	15 octobre 1994 pages 4 - 7
- Le Flambeau	n° 19	15 octobre 1994 pages 7 - 10
- L'Ere de Liberté	n° 14	octobre 1994 pages 10 - 13
- Le Tribun du Peuple	n° 33	octobre 1994 page 13 - 17
- Umurava Magazine	n° 19	12 octobre 1994 page 17 - 21

REVUE DE PRESSE

Editeur : A.S.B.L. DIALOGUE
Momentanément en
Belgique
322, rue du Noyer
Tél/Fax :(32.2) 735.39.16

Directeur a.i.: Guy THEUNIS

IMBAGA Y'URWANDA n° 6, 3 - 10 octobre 1994

**Le Représentant du HCR ne souhaite pas la paix au Rwanda.
Imbaga y'Urwanda n°6, 3 - 10 octobre 1994, page 1.**

Le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) ayant son siège à Genève souhaiterait l'échec du nouveau gouvernement de Kigali. En effet, il accuse le FPR de perpétrer les massacres contre la population déplacée qui rentre au pays. Cependant ces accusations, non fondées, ont été démenties par le Représentant du HCR à Kigali et par d'autres visiteurs de marque qui ont sillonné le pays après la prise du pouvoir par le FPR. On ne peut pas nier des agressions, mais ce sont des actes isolés commis par les nouvelles recrues de l'armée.

**Rwanda : les monarchistes demandent le retour du Roi
Imbaga y'Urwanda n°6, 3 - 10 octobre 1994, page 1.**

Le président du parti UNAR (Union Nationale Rwandaise), M. Claude Rukeba, en exil, voudrait le retour au trône de Kigeri V (57 ans) renversé par la révolution populaire de 1959. M. Rukeba et d'autres monarchistes souhaitent une monarchie constitutionnelle au Rwanda.

**La réintégration des déplacés de guerre dans leurs biens
Imbaga y'Urwanda n°6, 3 - 10 octobre 1994, pages 1 et 2**

La MINUAR 2 voudrait faire réintégrer dans leurs biens les déplacés de guerre. L'opération commencerait par ceux qui se sont réfugiés dans l'ancienne "Zone Humanitaire Sûre". C'est dans ce cadre que les dirigeants de la MINUAR se sont rendus à Kinshasa pour discuter avec les autorités zaïroises du désarmement de l'ancienne armée rwandaise et du retour des réfugiés récents au Zaïre. Le président du Rwanda, M. Pasteur Bizimungu, quant à lui, met en garde le HCR qui accuse injustement le FPR de tuer les déplacés qui rentrent. Le Secrétaire général de l'ONU, lui, préfère attendre les résultats de l'enquête menée sur les exactions commises par l'armée du FPR.

**Le shilling ougandais perd sa valeur, celle du franc rwandais
a remonté
Imbaga y'Urwanda n°6, 3 - 10 octobre 1994, page 1**

Les commerçants ne veulent plus du shilling ougandais. Au moment où un dollar américain vaut 270 Frw, on ne peut avoir que 200 Frw pour dix mille shillings ougandais. Les jeunes changeurs de la frontière rwando-ougandaise ne savent plus que faire puisque le change était leur gagne-pain !

Les crimes du Rwanda ! Qui est responsable ?
Imbaga y'Urwanda n°6, 3 - 10 octobre 1994, pages 2 et 3.

Les premiers responsables des massacres rwandais sont les colons belges et français avec leur politique de "diviser pour régner". Ce n'est pas la mort des Présidents rwandais et burundais qui a déchaîné les violences. Le plan avait été préparé à l'avance au su et au vu de la communauté internationale. Cette même communauté n'a pas levé le petit doigt de la dictature de 1959 à celle de 1994. Elle a donc soutenu la dictature de Habyalimana. Ceux qui incriminent le FPR se trompent dans leur raisonnement. Si les autorités rwandaises avaient permis aux anciens réfugiés de rentrer au moment voulu, le FPR n'aurait pas attaqué. Celui-ci a remporté une victoire militaire mais ne saurait gagner seul la guerre du développement et de la démocratie sans le concours international et sans la contribution des nationaux. Cependant les criminels doivent être extradés et jugés (une liste de 220 responsables présumés du génocide est donnée en page 6)

Le Burundi décidé à éviter la violence à la rwandaise
Imbaga y'Urwanda n°6, 3 - 10 octobre 1994, page 2

Les dissensions des Rwandais profitent à certains : les dictateurs qui s'enrichissent au détriment de la population et les étrangers qui les soutiennent. Les Rwandais peuvent se défaire de l'emprise dictatoriale en luttant contre l'ignorance, la pauvreté, l'ethnisme et en oeuvrant pour l'unité et la reconstruction du pays. Les animateurs sociaux doivent éduquer la population dans ce sens. L'armée doit réellement protéger les habitants et leurs biens.

L'ONU va peut-être chasser les militaires des camps de réfugiés
Imbaga y'Urwanda n°6, 3 - 10 octobre 1994, page 3

L'ONU aurait décidé de chasser des camps de réfugiés du Zaïre le gouvernement MRND ainsi que les militaires. Cependant, cette opération confiée à la MINUAR requiert d'abord l'autorisation du Conseil de Sécurité de l'ONU. Cette autorisation peut être attendue longtemps. Par ailleurs les rumeurs circulent comme quoi la France continue à fournir des armes au gouvernement déchu, responsable des récents massacres au Rwanda. Serait-elle passée outre à l'embargo décidé par l'ONU sur la vente d'armes au Rwanda ?

KIBERINKA N° 20, 15 octobre 1994

Editorial, Sam Gody Nshimiyimana, Kiberinka n°20, 15 octobre 1994, page 2

Le soleil se lève, mais le brouillard n'est pas encore dissipé. Maudite soit la nuit que nous venons de traverser ! Réveille-toi, toi qui dors encore ! Tu es fatigué, je le sais, mais il faut te mettre au travail pour sauvegarder la paix que nous venons de retrouver au prix de lourds sacrifices.

**Le 1er octobre, jour de libération du Rwanda
Emmanuel Nello Bizimana, Kiberinka n° 20, 15 octobre 1994,
pages 2 à 5**

Tout a commencé quand Habyalimana, faisant une tournée dans les pays qui hébergeaient les réfugiés rwandais, a déclaré que le pays était trop petit pour les accueillir. Les réfugiés ont décidé de rentrer de force. Contraint de négocier, il a signé les Accords d'Arusha sans être convaincu. Il avait préparé son plan d'extermination ! Ce plan, appelé "apocalypse" par les membres de son clan, a été exécuté sous les yeux des casques bleus de l'ONU. Ceux-ci ont préféré plier bagages laissant les innocents à la merci des milices "*Interahamwe*". Le nombre de victimes s'élève à un million. Maintenant le FPR a libéré le pays, mais tant que les massacres resteront impunis, la paix ne reviendra pas totalement au Rwanda.

**Le général Kagame met en garde
Sam Gody Nshimiyimana, Kiberinka n°20, 15 octobre 1994,
pages 5 et 6**

Dans son discours du 1er octobre 1994, le général Paul Kagame, Vice-président et ministre de la Défense nationale a mis la population en garde contre :

- les militaires qui agressent la population ;
- les personnes hantées par la vengeance ;
- les ONG qui font une propagande contre le gouvernement et continuent à cultiver l'ethnisme ;
- les jeunes qui s'adonnent à la boisson ;
- les milices et les FAR qui menacent d'attaquer.

**Habyalimana disait : "*D'où viendra une autre organisation des Nations-Unies ?*
Gombe, Kiberinka n°20, 15 octobre 1994, pages 7 et 8**

Depuis 1960, l'ONU a toujours envoyé des missions et des représentants au Rwanda mais les problèmes n'ont jamais été résolus. L'ONU n'a pas levé le petit doigt lors du référendum fait à la hâte en 1961, lors des assassinats des

politiciens de Gitarama, lors des massacres qui ont échelonné le règne du président Habyalimana et du génocide d'avril à juillet 1994. Quand Habyalimana disait ironiquement : "*D'où viendra une autre ONU ?*", il savait que celle-ci abandonnerait toujours le peuple rwandais à ses mains meurtrières.

**Colonel Bagosora: "Ressuscitez ceux que j'ai tués pour qu'ils témoignent de mes crimes",
Kiberinka n°20, 15 octobre 1994, pages 8 à 10**

Interrogé par des journalistes français, le colonel Théoneste Bagosora nie l'existence de l'escadron de la mort et son rôle d'organisateur dans les massacres d'avril à juillet 1994. Il est prêt à comparaître en justice, à condition que ses victimes se présentent pour témoigner contre lui.

**François Nzabahimana se montre,
Kiberinka n°20, 15 octobre 1994, pages 10 et 11**

Dans sa jeunesse, M. François Nzabahimana était aimable, humoriste et très intelligent. Il fut remarqué par Habyalimana à cause du film réalisé au Centre Iwacu sur la famine dans la région de Gikongoro. Il en fit son ministre. A la naissance du multipartisme, M. Nzabahimana resta, curieusement, dans le MRND. Actuellement, il voyage et s'acharne à faire une propagande contre le gouvernement de Kigali. Il est soutenu dans son action par des anciens responsables d'ONG vivant à Buka-vu, à Goma ou ailleurs (une liste de 17 participants à une réunion d'ONG est donnée à la page 11).

**L'armée rwandaise a préparé les violences avant la mort du président Habyalimana
Yombe, Kiberinka n° 20, 15 octobre 1994, pages 11 et 12**

Poussé par le ministre de la Défense, le général Déo Nsabimana, chef d'Etat Major de l'armée rwandaise, a dirigé en date du 30 mars 1994 une réunion finalisant le plan d'auto-défense populaire. Le rapport de cette réunion est tombé entre les mains du journal Kiberinka, quelques jours avant la mort de "*Kinani*". Ce rapport mentionnait, entre autres, des exercices militaires au niveau de chaque cellule du pays, la chasse aux prétendus complices du FPR, l'achat et la distribution des armes. Les casques bleus en présence à Kigali ont aidé à la réalisation de ce plan sans s'en rendre compte.

Un génocide était prévisible, Kiberinka n° 20, 15 octobre 1994, pages 12 à 14

L'Elysée prétend que le génocide des Tutsi et l'extermination des Hutu modérés étaient imprévisibles. Pourtant depuis octobre 1990, Amnesty International, des journaux et d'autres observateurs impartiaux n'ont pas manqué de dénoncer les propagandes ethnistes et racistes faites par les extrémistes, les opérations meurtrières lancées par le réseau du président Habyalimana et toutes les autres violations des droits de l'homme au Rwanda. François Mitterrand a délibérément fermé les yeux sur la politique terroriste de son ami Habyalimana (*texte en français*).

**N'agis pas comme les milices *Interahamwe* !
Kiberinka n°20, 15 octobre 1994, page 14**

Une mauvaise habitude s'installe à Kigali : vouloir s'enrichir sans effort. On s'approprié les biens d'autrui puis on les vend à des prix exorbitants. N'est-ce pas cette cupidité qu'on reprochait au régime précédent ? Les Rwandais doivent-ils continuer à se complaire dans le vol, la paresse, la vengeance et la corruption ?

**Le gouvernement des "*Batabazi*" ("les sauveurs") a été remanié
Kiberinka n°20, 15 octobre 1994, page 15**

Le président Théodore Sindikubwabo a terminé sa mission : celle d'inciter la population à la violence à partir de sa région natale (Butare). Il a été remplacé par le président actuel, M. Bizimungu, qui devra reconquérir le Rwanda et faire rentrer les nouveaux exilés, sans jugement. Kambanda est aussi en voie de partir, il serait remplacé par François Nzabahimana également originaire de Butare.

**Qu'on nous ramène notre président pour que nous puissions l'enterrer !
Kiberinka n°20, 15 octobre 1994, page 15**

Le président Habyalimana a été enterré provisoirement à Bagdolite, au Zaïre. Il sera enterré au Rwanda avec tous les honneurs après la victoire des Forces Armées Rwandaises (FAR) et du gouvernement des *Batabazi*. Mobutu devrait rendre le corps de Habyalimana pour qu'il soit enterré au Rwanda, sinon son "fantôme" (*umuzimu*) causera plus de dégâts qu'il n'en a causé de son vivant.

STOP au SIDA !

Kiberinka n°20, 15 novembre 1994, page 15

La guerre a fait oublier l'épidémie du SIDA. Pourtant celui-ci est toujours aux aguets. L'ivresse de la victoire, l'ambiance des Nights clubs... ne doivent pas faire oublier cette traître maladie. Les projets SIDA, SAN FRANCISCO et PNLS conseillent comment défier le SIDA.

LE FLAMBEAU N° 19, 15 octobre 1994

Editorial : Rien n'est éternel sur cette terre

Adrien Rangira, Le Flambeau n°19, 15 octobre 1994, page 3

Le Président Habyalimana avait tout pour régner éternellement : la richesse, les héritiers, les protecteurs occidentaux et africains. Il avait droit de vie et de mort sur chaque Rwandais. Et pour cause ! Ses gardes et ses milices *Interahamwe* faisaient la sale besogne d'éloigner les indésirables ! A sa mort, ses complices et successeurs ont voulu perpétuer la terreur macabre. Mais le FPR ne l'a pas supporté, il s'est empressé de libérer le pays et d'en chasser les buveurs de sang.

**Que dire aux lecteurs ? Adrien Rangira,
le Flambeau n°19, 15 octobre 1994, page 4**

Condoléances à tous ceux qui ont perdu les leurs durant cette guerre ! Mais il est important, pour la reconstruction du pays, de rester calme et d'attendre le jugement des tueurs. La presse privée a perdu beaucoup de ses promoteurs et de ses journalistes. Les journalistes assassinés sont Kameya André (Rwanda Rushya), Rwabukwisi Vincent, Kayiranga Marcellin et Mbaraga Wellars (Kanguka), Bazimaziki Obed, Mfuranzima Freedom et Munana (Le Flambeau). Merci aux personnalités qui ont contribué au développement des journaux *Rwanda Rushya*, *le Tribun du peuple* et *le Flambeau*.

Je rends hommage aux courageux avec qui j'ai mené le combat

Adrien Rangira,

Le Flambeau n°19, 15 octobre 1994, pages 5 à 7

Les journalistes assassinés entre avril et juillet 1994 ont lutté pour la paix et la justice. La plupart ont commencé à s'opposer aux systèmes établis dès leurs études secondaires. Ils ont soutenu fermement le FPR car il défendait les réfugiés de 1959 qui devaient rentrer au pays. Ces journalistes sont : Kameya André, Rwabukwisi Vincent, Bazimaziki Obed, Kalinganire Charles, Mfuranzima Freedom et Mudatsikira Joseph.

La région de Gikongoro - Cyangugu - Kibungo a été abandonnée aux mains des assassins et des Blancs, Adrien Rangira, Le Flambeau n°19, 15 octobre 1994 , pages 8 et 9

Le 1er juillet 1962, le Rwanda a acquis son indépendance. Les Rwandais pouvaient gérer leur pays et protéger sa souveraineté. Mais se sont-ils défaits de l'impérialisme colonial ? Les anciens colons n'ont-ils pas été toujours présents par le biais de leurs aides ? Sont-ils là quand on a besoin d'eux ? Les casques bleus de l'ONU n'ont-ils pas assisté passivement aux massacres d'avril à juillet 1994 ? La Mission Turquoise Française n'est-elle pas arrivée trop tard ? Elle n'a fait que protéger les assassins et les successeurs du président Habyalimana qui s'étaient repliés dans la région de Gikongoro - Kibuye - Cyangugu.

Que fait la MINUAR au Rwanda ? Adrien Rangira, Le Flambeau n°19, 15 octobre 1994, page 10 et 11

La MINUAR 1 a raté sa mission. Elle était venue au Rwanda pour aider à la mise en application des Accords d'Arusha. Mais depuis son arrivée au Rwanda, les assassinats (dont ceux des personnalités politiques) se sont multipliés et les enquêtes menées n'ont jamais abouti. En avril 1994, les casques bleus ont préféré abandonner le peuple rwandais aux mains des *Interahamwe* déchaînés.

Que vient alors faire la MINUAR 2 ? Il n'y a plus deux armées en présence ! Elle vient sûrement protéger les assassins qui sont dans la zone de sécurité Cyangugu - Kibuye - Gikongoro. Pourquoi ne protège-t-elle pas les innocents qui sont encore sous l'emprise des milices à Goma et à Bukavu ? Pourquoi n'y a-t-il pas de coordination entre les actions de la MINUAR et du HCR, concernant le retour au pays des récents réfugiés ?

Nous avons un Etat non ethniste Adrien Rangira, Le Flambeau n°19, 15 octobre 1994, page 11

Au Rwanda, il n'y a plus ni Hutu, ni Tutsi, ni Twa. Le pays est habité simplement par des Rwandais. Il est louable que le gouvernement ait institutionnalisé le système de concours pour les recrutements et les commissionnements. C'est un autre moyen d'éviter les ségrégations.

Les réfugiés rwandais des années 1960, vers quelle destinée ? B. Munyaburanga, Le Flambeau n°19 , 15 octobre 1994, pages 12 et 13.

La réintégration des réfugiés des années 1960 ne sera pas facile. En effet, le long exil les a exposés à maintes frustrations : oppressions, privations, intolérances...; les plus jeunes d'entre eux n'ont presque pas de

formation ; les plus âgés sont encore nostalgiques du paradis perdu ; quant aux intellectuels, ils se sont laissés détruire par l'alcool. Privés longtemps de leurs droits, tous ces réfugiés se hâtent de rentrer au Rwanda mais les infrastructures d'accueil sont quasi inexistantes. Le gouvernement actuel, le HCR et la MINUAR ont un pari à gagner : mettre en oeuvre un plan de "développement d'urgence" pour assurer une vie décente aux rapatriés (*texte en français*).

Les commerçants achèvent ceux qui ont échappé aux massacres des milices Interahamwe, Bisangwa Macumu, Le Flambeau n°19, 15 octobre 1994, pages 13 et 14

La montée excessive des prix (transports, denrées alimentaires, etc...) rend la vie difficile, particulièrement dans les villes . Un fonctionnaire moyen, par exemple, se voit obligé de dépenser la moitié de son salaire rien que pour se rendre à son lieu de travail (6.000 Frw de transport / 13.000 Frw de salaire). Le gouvernement assiste en spectateur à cette exploitation du consommateur, invoquant la loi de l'offre et de la demande.

Qui sera jugé par le Tribunal Pénal International ? Adrien Rangira, Le Flambeau n°19, 15 octobre 1994, pages 15 et 16

Il est difficile de retrouver tous les responsables du génocide d'avril à juillet 1994. Les assassins ne sont pas seulement ceux qui ont versé le sang, mais aussi ceux qui ont planifié les massacres, ceux qui ont excité la population (slogans, journaux, messages radiodiffusés), ceux qui ont dénoncé les voisins... Cependant, il faut procéder par ordre : d'abord faire arrêter et punir de la peine de mort la famille et la belle-famille de Habyalimana, les miliciens *Interahamwe*, les membres importants du parti MRND, les extrémistes des partis PL, MDR, PSD, les fondateurs et les journalistes de la Radio RTL, les militaires de l'ancienne garde présidentielle, les membres du parti CDR, les journalistes de Kangura et les extrémistes de Radio Rwanda, les membres du gouvernement intérimaire, ainsi que tous les cadres de l'administration centrale et locale nommés après le 6 avril 1994... Des enquêtes devront être faites également au sein de l'ancienne armée rwandaise, dans les préfectures, les communes, les secteurs et les cellules. Les témoignages de la population locale ne seront pas à négliger.

**Le président Juvénal Habyalimana a été enterré à Gbadolite, au Zaïre
Le Flambeau n°19, 15 octobre 1994, page 17**

- Le 6 avril 1994, le président Habyalimana est assassiné ;
- Du 6 avril au 8 avril 1994, la dépouille est dans sa propriété de Kanombe ;

- Le 8 avril 1994, Agathe Kanziga se réfugie en France et laisse le corps de son mari aux militaires de la garde présidentielle. Ceux-ci le confie à leur tour au président intérimaire, M. Théodore Sindikubwabo ;
- Le 24 avril 1994, le gouvernement intérimaire fixe l'enterrement de feu le Président, au 6 mai 1994, au stade Amahoro de Kigali ;
- En juin, le corps est déplacé de Gitarama à Kibuye et de Kibuye à Gisenyi. Le président Sindikubwabo demande à la femme du président, M. Agathe Kanziga de revenir au Rwanda pour l'enterrement de son mari en son village natal (Rambura) ;
- Entretemps, les militaires français de l'opération Turquoise sont arrivés au Rwanda, mais le FPR gagne du terrain : il contrôle les villes de Kigali et de Ruhengeri.
- Le corps de Habyalimana est déplacé jusqu'à Kinshasa ; il a été enterré, provisoirement, à Gbadolite, le 1 octobre 1994.

L'ERE DE LIBERTE n° 14, octobre 1994

Editorial : La réconciliation chez nous

Elie Mpayimana, l'Ere de liberté n°14, octobre 1994, page 2

De quelle unité le Rwanda a-t-il besoin ? Entre Hutu et Tutsi ? Entre gens du Nord et gens du Sud ? Si le Rwanda était un Etat de droit, chacun y trouverait sa place sans qu'il y ait besoin de faire des distinctions ethniques et régionales. L'unité du peuple rwandais doit être construite par les Rwandais eux-mêmes avec des autorités qui mettent en priorité l'intérêt de la population.

Si les souvenirs n'existaient pas ?

L'Ere de liberté n°14, octobre 1994, page 1, 2 et 3

La presse privée a perdu plusieurs de ses courageux journalistes. Parmi ceux qui ont été assassinés entre avril et juillet 1994, citons MM. Ravi et Marcellin Kayiranga (Kangura), André Kameya (Rwanda Rushya), Joseph Mudatsikira, Obed Bazimaziki et Charles Kalinganire (Le Flambeau) ainsi que Sylvestre Nkubili (Kinyamateka). Tous ces journalistes sont morts au nom de la vérité. Ils ont été tués parce qu'ils dénonçaient la politique du régionalisme et de l'ethnisme. Cependant, on constate que le virus du sectarisme se réinfiltré dans le pays et risque de s'y implanter. Les réfugiés qui rentrent doivent comprendre qu'ils ne sont pas les seuls à avoir libéré le Rwanda. Ceux qui y sont restés ont aussi donné leur contribution.

Il faut frapper le fer pendant qu'il est chaud
Mpayimana Elie, L'Ere de liberté n°14, pages 3 à 5

L'on se souviendra toujours du 7 avril 1994 comme le jour de la descente aux enfers : tueries, pillages, viols... Quant à la date du 4 juillet 1994, elle marque la libération du pays par le FPR. Le 8 juillet 1994 marque la fin de la guerre et l'espoir de retour au pays pour les réfugiés et les déplacés de guerre. Mais cette date est aussi le début d'autres pillages et vols. Les réfugiés rentrant du Burundi, du Zaïre, de la Tanzanie et de l'Uganda s'approprient les biens meubles et immeubles des personnes déplacées. Ils n'hésitent pas à commercialiser les produits du vol à des prix exorbitants. Si le gouvernement ne prend pas des mesures appropriées, on ne parlera plus de libération du pays par le FPR mais de coup d'Etat. Les politiciens des forces démocratiques du changement porteront la responsabilité des massacres perpétrés contre leurs adhérents.

Il revient témoigner contre les massacreurs
L'Ere de liberté n°14, octobre 1994, page 6

M. Janvier Afrika, journaliste de "*Umurava Magazine*" est revenu de Naïrobi où il s'était réfugié déjouant la persécution et l'emprisonnement venant de MM. Zigiranyirazo Protais, beau-frère du président Habyalimana et Pascal Simbikangwa, tortionnaire du réseau zéro. M. Janvier Afrika a, le premier, affirmé l'existence de l'escadron de la mort et en a donné la description. Il revient au pays pour révéler toute la vérité sur cette organisation et témoigner contre ceux qui ont versé le sang.

L'unité nationale : une cause universelle et immortelle
Mpayimana Elie, L'Ere de Liberté n°14, octobre 1994, pages 6 et 7

La révolution de 1959 a été bénéfique pour les uns et nuisible pour les autres. Au moment où la majorité hutu chantait "*vive l'indépendance*", la minorité tutsi, chassée, prenait le chemin de l'exil. Le coup d'Etat de 1973 n'améliora pas la situation. Les hommes de la révolution de 1959 furent tués, les nouveaux dirigeants installèrent un système où seuls la corruption, le népotisme, la cupidité et la conspiration du silence furent roi. Il n'y avait plus de place pour le respect des droits de l'homme. Actuellement, il est question de construire l'unité du pays avec comme pierres de fondation la démocratie, la justice sociale et le respect intégral des droits de l'homme (*article en français*).

Combattons l'extrémisme CDR.

Justin Bamenya Justin, L'Ere de Liberté n°14, octobre 1994, page 8

La CDR-hutu (extrémisme hutu) prêché par MM. Ngeze Hassan, du journal Kangura, Ferdinand Nahimana, Bosco Barayagwiza, Donat Murego et Frodouald Karamira a été fortement combattu notamment par M. Landoald Ndasigwa, ancien ministre du Travail et des Affaires Sociales, assassiné le 7 avril 1994. On ne peut aucunement accepter le CDR-tutsi (extrémisme tutsi) importé par les Tutsi se réclamant du FPR et rentrant en majorité du Burundi. Le combat du FPR va au-delà des clivages ethniques et régionaux.

Le chemin de croix dans les " blindés" (maisons de fortune)

Mpayimana Elie, L'Ere de Liberté n°14, octobre 1994, pages 8 à 11

Ceux qui étaient recherchés à Kigali par les *Interahamwe* et les *Impuzamugambi* (milices des partis MRND et CDR) et les "Powers" (extrémistes des partis MDR, PL et PSD) ont dû se réfugier à la paroisse Ste Famille, au Centre de Pastorale Saint Paul et à l'Archevêché de Kigali. La vie n'était pas facile : ils étaient traqués par la peur, la faim, la soif et les maladies. Les messagers de la mort hantaient ces lieux comme des fantômes. Le 16 juin 1994, ils ont tué 58 personnes au Centre Pastoral St Paul. Le 17 juin 1994, le FPR a fait un raid sur ce Centre et en a évacué la plupart des réfugiés. Le 18 juin 1994, les milices ont tué 168 personnes à l'Eglise de la Ste Famille et 2 au Centre de Pastorale St Paul. Après cette date, les prêtres, les religieux et quelques civils rescapés ont été évacués par le colonel Munyakazi vers les bâtiments de l'Archevêché de Kigali. Ils y sont restés jusqu'à la prise de Kigali par le FPR.

Nécrologie : une étoile s'est éteinte

L'Ere de liberté n°14, octobre 1994, page 12

Madame Agathe Uwilingiyimana fut premier Ministre d'août 1993 à avril 1994. Elle a lutté de toutes ses forces contre le régime dictatorial du président Habyalimana et son injustice. Elle voulait le changement par la démocratie. Elle a été assassinée le 7 avril 1994 (*texte en français*).

Quel scandale ! Justin Bamenya,

L'Ere de Liberté n°14, octobre 1994, page 13

Après la mort du président Habyalimana, Mme Agathe Kanziga, son épouse, a exigé la tête de certaines personnalités. Le soir même, les militaires de la garde présidentielle lui ont apporté les corps de MM. Frédéric Nzamurambaho, Félicien Ngango, Joseph Kavaruganda et Landouald Ndasigwa. Le lendemain matin, elle a eu le plaisir de contempler le cadavre

de Mme Agathe Uwilingiyimana. Quand le gouvernement du président Sindikubwabo s'est installé, il a pris la relève des massacres et il n'a pas caché son plaisir de prendre les places de ceux qu'il venait d'exterminer.

Qui a conduit le pays à l'épouvante ?

L'Ere de Liberté, octobre 1994, page 14

Le représentant du HCR et certains européens comme MM. Declean, De Brouwer, Harroy et Logiest accusent le FPR d'être à l'origine des massacres commis au Rwanda et lui reprochent de ne pas respecter les Accords d'Arusha. Pourtant, le plan de massacre a été préparé au su et au vu de la communauté internationale ; les tueries commencées en avril 1994 ont été faites sous les yeux de l'ONU. Il est difficile pour le FPR de partager le pouvoir et de fusionner son armée avec ceux qui, dès juillet 1992, ont rejeté les Accords d'Arusha préférant plonger le pays dans un bain de sang !

Communiqué des partis MDR, PSD, PDC et PL

L'Ere de Liberté n°14, octobre 1994, pages 14 et 15

Les forces démocratiques composées des partis MDR, PSD, PDC et PL ont tout fait pour éviter le pire. Leur communiqué de presse du 8 janvier 1994 est publié aux pages 14 et 15.

LE TRIBUN DU PEUPLE n° 33, octobre 1994

Editorial : Où croyez-vous que les réfugiés devraient vivre ?

Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, page 2

Certains se plaignent que les réfugiés rentrés de l'Uganda, de la Tanzanie, du Zaïre et du Burundi occupent les maisons des déplacés. C'est un fait. Cependant, les gens devraient être tolérants les uns envers les autres. Que les déplacés qui rentrent s'arrangent à l'amiable avec les occupants de leurs maisons et que ceux-ci ne prennent pas des airs supérieurs sous prétexte qu'ils connaissent telle ou telle autorité. Par ailleurs, les dirigeants devraient résoudre ce problème de logement dans les meilleurs délais tant pour les réfugiés que pour les déplacés.

Des responsables présumés du génocide se trouvent en prison, à Kigali

Justin Faïda, Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, pages 3 à 5

Dans la prison de Kigali, le nombre des présumés responsables des massacres d'avril à juillet 1994 s'élève à 1.500 personnes. Parmi ces prisonniers, il y a une centaine de femmes accompagnées de quelques enfants. La prison de Gitarama contient 500 prisonniers. Les prisons de Nyanza, Butare, Gikongoro et Cyangugu seront bientôt réouvertes. Les détenus proviennent en majorité du bas peuple, mais il y a aussi quelques intellectuels, fonctionnaires et commerçants. La plupart clament leur innocence. La prison de Kigali qui sera bientôt saturée connaît de grands problèmes dont l'insuffisance de personnel, de moyens matériels et de provisions alimentaires, l'interdiction de contact entre les prisonniers et les membres de leur famille. (Les noms de certains prisonniers sont donnés aux pages 3 à 5).

D'autres ministres du gouvernement d'union nationale ont prêté serment le 27 septembre 1994,

Faïda Justin, Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, pages 6 et 7

Le gouvernement d'union nationale a été mis en place le 19 juillet 1994, mais la liste des ministres n'était pas complète. Les derniers ont prêté serment le 27 septembre 1994. Il s'agit de MM.:

- Alphonse-Marie Nkubito, ministre de la Justice ;
- Augustin Iyamuremye, ministre de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- Jean Berchmans Birara, ministre du Plan ;
- Patrick Mazimpaka, ministre de la Jeunesse ;
- Jean-Baptiste Nkuliyingoma, ministre de l'Information. Chacun de ces ministres est compétent et doit être capable de relever le secteur dont il est responsable.

Le réseau des milices " *Interahamwe* " et ceux qui en ont fait le recrutement

Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, pages 8 et 9.

Le recrutement des milices a été fait par secteur d'activités et par niveau de couches sociales. Ce réseau a été créé pour défendre et protéger, par tous les moyens, le pouvoir de la caste Habyalimana. Le grand idéologue de cette mafia est le professeur Léon Mugesera aidé par M. Charles Nyandwi, ancien ministre de la Fonction publique et par M. Mathieu Ngirumpatse, actuel président du MRND. Les premiers jeunes recrutés sont M. Robert Kajuga, nommé président national des milices, Phénéas et Zuzu ainsi que M. Léon Mbonabaryi, fils du député Mbonabaryi de Gisenyi. Les responsables

des recrutements ainsi que des meneurs lors des massacres d'avril à juillet 1994 sont cités aux pages 8 et 9.

Autorités, gardez-vous du favoritisme clanique dans la distribution des postes d'emploi !

Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, page 9.

Le système clanique qui a marqué le régime du président Habyalimana semble être privilégié par certaines autorités de Kigali. Il est du devoir des journalistes de les mettre en garde contre ce piège qui peut conduire le pays à la corruption, au favoritisme et au népotisme.

Je donne ma contribution pour le développement du nouveau Rwanda

D. G., Le Tribun du Peuple n° 33, octobre 1994, pages 10 et 11

L'investiture des nouvelles autorités du Rwanda a réjoui la population ; en retour, elles ne doivent pas la décevoir. Elles doivent être à son service et à son écoute. C'est pourquoi il est urgent de nommer les dirigeants de l'administration centrale et territoriale, d'organiser les services publics, de rouvrir la Banque Nationale, de mettre en place la nouvelle Assemblée nationale, le Conseil supérieur de la magistrature et de révolutionner le fonctionnement de l'appareil judiciaire.

L'assassinat de "L'invincible" (*Ikinani*) et les dégâts des fossoyeurs

Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, pages 12 à 14

Le journal "Le Tribun du Peuple" relate les dates qui ont marqué les massacres du 31 mars au 4 mai 1994 ainsi que les combats entre le Front Patriotique et les Forces Armées Rwandaises. Le 6 avril 1994 a vu le déclenchement massif des violences ; la situation était tendue depuis un certain temps. L'on se souviendra du soulèvement violent des membres *Impuzamugambi* (parti CDR), le 1er avril, suite à l'assassinat de M. Alphonse Ingabire, reconnu assassin de M. Straton Byabagamba du parti PL. Le 3 avril, les mêmes *Impuzamugambi* ont assiégé le ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération pour réclamer leur siège au parlement, siège qu'ils avaient refusé en dénigrant les Accords d'Arusha. La mort du président Habyalimana a été le coup d'envoi de l'extermination systématique des indésirables : personnalités politiques opposées au MRND, adhérents des partis d'opposition et Tutsi considérés comme complices du FPR. Ce carnage a provoqué la reprise des combats entre le FPR et les Forces Armées Rwandaises : les affrontements ont été durs et sanglants.

**Le colonel Tharcisse Renzaho a été battu à mort en Tanzanie
Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994,
page 15**

Arrivé en Tanzanie, le Colonel Tharcisse Renzaho, ancien préfet de la préfecture de la ville de Kigali, a rencontré un certain Rwakana dont il avait mis les biens aux enchères en 1990. Celui-ci en a profité pour se venger. Quand les forces de l'ordre sont intervenues, ils ont trouvé le colonel Renzaho en possession de deux passeports et l'ont reconnu comme un des auteurs du génocide rwandais. Il a été emprisonné sur le champ.

**Ceux qui ont planifié l'assassinat de " *L'invincible*" se
trouvaient à l'Hôtel des Diplomates la nuit du 6 avril 1994,
Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, page 15**

Ceux qui auraient fomenté l'assassinat du président Habyalimana sont M. Justin Mugenzi, ancien ministre des Mines, de l'Industrie et de l'Artisanat, Monseigneur Vincent Nsengiyumva, archevêque de Kigali, MM. Jean Bosco Barayagwiza du parti CDR et Augustin Bizimana, ministre de la Défense nationale. Les intéressés étaient à l'Hôtel des Diplomates le soir du 6 avril 1994 et se seraient enivrés de champagne à l'annonce de la mort de Habyalimana. Tous les proches de celui-ci étaient au courant de cet attentat notamment son gendre M. Alphonse Ntilivamunda, et M. Faustin Munyazesa, alors ministre de l'Intérieur et du Développement communal.

**Nous vous dévoilons ce qui a opposé le colonel Kanyarengwe à
"L'Invincible"
Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994,
pages 16 à 18**

Le président Habyalimana n'écoutait jamais les conseils et les avis de ses proches collaborateurs. Il éloignait toujours ceux qui osaient émettre un avis ou un conseil. Ainsi il n'a jamais digéré que le colonel Kanyarengwe l'ait mis en garde contre l'assassinat des politiciens de Gitarama et contre le système anti-démocratique consacré par les statuts du parti unique MRND. Le ressentiment et les persécutions contre Kanyarengwe ont commencé en 1978 ; ils se sont aggravés en 1980. Après le départ forcé de ce dernier, le président Habyalimana annonçait aux Rwandais qu'il avait fui la paix. Cependant il n'a jamais donné la paix à qui que ce soit. L'on se souviendra du rejet du colonel Benda, du Major Munyandekwe, des colonels Nsekaliye et Simba, des assassinats de l'abbé Silvio Sindambiwe, de la député Félicula Nyiramutarambirwa, du docteur Muganza, du colonel Rwanyagasore, du colonel Kamanzi, du major Muhirwa, du commandant Gacinya, de M. Emmanuel Gapyisi et de tant d'autres.

**Les politiciens ne doivent pas ignorer le indépendants
politiques**

Mugabe Jean Pierre, Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, page 18

Les politiciens doivent être lucides dans la distribution des postes de responsabilités. Ceux-ci doivent être confiés à des Rwandais capables et compétents sans considération d'appartenance à un parti politique. Il est louable que certains membres du gouvernement comme MM. Alphonse Marie Nkubito (ministre de la Justice), et Jean Berchmans Birara (ministre du Plan) soient politiquement indépendants et que des militaires soient associés.

Certains Blancs doivent faire attention !

Jean Pierre Mugabe, Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, page 18

Certains Européens sont responsables de ce qui s'est passé au Rwanda. Ils ont trempé dans les massacres de 1959, ils ont soutenu le régime criminel de Habyalimana, ils ont défendu et protégé ce même régime en 1990 et ils ont formé les milices "*Interahamwe*", principaux auteurs du génocide rwandais.

**Je supplie le ministère des Transports et des Communications
Herménegilde Shyaka, Le Tribun du Peuple n°33, octobre 1994, page 19**

Après la guerre, un litre d'essence coûtait 400 Frw, actuellement, il est à 200 Frw mais le prix du transport en taxi et en ville reste à 100 Frw. C'est trop cher. Le ministère des Transports et des Communications doit étudier et résoudre ce problème dans les meilleurs délais.

UMURAVA MAGAZINE N° 19, 12 octobre 1994

Editorial : Sommes-nous chez nous ?

Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 2

Le premier octobre d'après-guerre a été célébré de façon spectaculaire. Cette date marquait le retour au bercail pour les Rwandais qui avaient été forcés à l'exil. Les Rwandais doivent se sentir désormais chez eux, non pour détruire, mais pour bâtir une nation libérée de la haine et de la vengeance (*texte en français*).

Celui qui a tué le lapin ne s'est pas vêtu de sa peau. Je reviens au pays
Janvier Afrika, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, pages 3 à 5

Le journaliste Janvier Afrika connaît à fond la cruauté du clan Habyalimana pour avoir vécu près de cette famille et avoir été recruté parmi les premières milices "*Interahamwe*". Il affirme l'existence de l'escadron de la mort appelé aussi "le réseau zéro". Cette organisation est composée essentiellement de membres de la famille Habyalimana (une liste de 42 membres du réseau est publiée à la page 3). Avant la guerre d'octobre 1990, leurs crimes étaient habillés savamment en accidents de roulage ou en maladies incurables (empoisonnement). Avec la guerre, le clan Habyalimana a créé le "club des milices *Interahamwe*" pour éliminer les Tutsi, les Hutu opposés au régime et toute personne soupçonnée être complice du FPR. Le journaliste Janvier Afrika est déterminé à révéler la vérité sur les agissements machiavéliques du réseau zéro.

Uganda, Rwanda, Burundi : Soyez vigilants !
Janvier Afrika, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 5

Les autorités des trois pays voisins : Uganda, Burundi et Rwanda, doivent être vigilants. En effet, certaines personnalités bien connues comme le lieutenant Colonel Moses Opango (Ugandais), le général major Augustin Bizimungu (chef d'Etat major de l'ancienne armée rwandaise), Savimbi (Burundi) et Mobutu Sese Seko (président du Zaïre) préparent une attaque de grande envergure sur l'Uganda, le Rwanda et le Burundi. L'attaque se fera à partir de Goma et de Bukavu par les anciens militaires rwandais et les milices "*Interahamwe*".

Nous venons de terminer la guerre des ethnies. Echapperons-nous à celle de la peur ?
Athar Amani, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 6

La guerre a laissé un venin chez les Rwandais : "la peur". A Kigali, les gens ont peur de tout et de rien, ils ont peur de parler, d'agir, de s'intéresser aux problèmes du pays. La peur est devenue une sorte d'infirmité qui entraîne l'apathie et l'indifférence.

Qui a tué Habyalimana ?

Janvier Afrika, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, pages 7 et 8

Habyalimana est tombé dans le piège qu'il avait lui-même tendu. Le plan d'extermination des Tutsi, et des Hutu opposés au régime, a été préparé dès le lendemain de l'attaque du FPR en octobre 1990. Les discours de Habyalimana y faisaient régulièrement allusion. Au fil des jours, ce plan a été affiné ; il devait être mis en application avant la fin de l'année 1993. Comme Habyalimana traînait et que son entourage était pressé de jouir seul du pouvoir, il a décidé de le liquider le plus vite possible. Le président Habyalimana a été tué par l'escadron de la mort, sa propre création.

Effacer de nos mémoires les tragédies de la guerre

Athar Amani, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 8

Il est très difficile d'oublier les images épouvantables de la guerre. Cependant le pays doit être reconstruit et cette reconstruction doit avoir comme fondation le courage, l'amour et le pardon. Le pays ne sera réunifié que si chaque Rwandais décide d'abattre les murs de la haine, du tribalisme et du régionalisme (*texte en français*).

L'avenir du Rwanda est crucial !

Athar Amani, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 9

La guerre est terminée. Chaque Rwandais libéré de toute idéologie séparatiste doit apporter sa contribution au développement politique, économique et social du pays (*texte en français*).

Les milices "Interahamwe" à Johannesburg

Michel Ndikumana, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 9.

Le 2 septembre 1994, six miliciens *Interahamwe* ont été interpellés par la police alors qu'ils essayaient d'entrer clandestinement en Afrique du Sud. Ils sont actuellement détenus dans la ville de Johannesburg.

Lettre de Ezéchiel Sebasambizi, rédacteur en chef, au lieutenant Kayibanda, chef de la brigade de Nyamirambo, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 10.

La famille de Sebasambizi a été arrêtée et emprisonnée. Elle est accusée d'avoir participé aux massacres d'avril à juillet 1994. Pour l'intéressé, cette histoire a été montée par ses voisins de quartier qui veulent camoufler leur ancienne complicité avec les milices "*Interahamwe*". Il demande à être

entendu par les instances judiciaires et que l'objet de son accusation soit clarifié.

La vengeance et les règlements de compte vont détruire le pays

Alexis Ndayabona, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 10.

Des bandes organisées et commanditées sévissent dans tous les quartiers de Kigali. Elles sont payées par ceux qui veulent assouvir leurs anciennes haines familiales, politiques ou ethniques.

L'histoire a fait son devoir

Alexis Ndayabona, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, pages 11 et 12

Le virus qui a détruit le pays l'a infecté dès le coup d'Etat du 5 juillet 1973, lequel coup d'Etat a été suivi par la mise à mort des anciens politiciens. Le 5 juillet 1975, tous les Rwandais furent réunis de force au sein du parti unique le MRND. L'année 1976 fut le début du culte de la personnalité (de Habyalimana) par le système de l'"animation". En 1980, commencèrent les éliminations et les emprisonnements arbitraires. En 1988, l'assassinat du Colonel Mayuya fut suivi de l'emprisonnement de soldats et d'officiers indésirables. En 1989, alors que la famine sévissait dans le pays, le Président instaura la politique de l'austérité. La guerre d'octobre 1990 réjouit le clan de Habyalimana ; c'était l'occasion rêvée pour exterminer tous ceux qu'il appelait "*complices du FPR*"... Aujourd'hui, les Rwandais devraient tirer des leçons de l'histoire, sinon ils seront condamnés par leur descendance (*texte en français*).

Les Hutu ne sont pas des tueurs ; ce ne sont pas tous des "*Interahamwe*"

Alexis Ndayabona, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 12.

La guerre a fait autant de victimes hutu que tutsi. Ils ont tous été tués par les milices *Interahamwe*, club composé de Hutu et de Tutsi et dirigé par un Tutsi, M. Robert Kajuga. Les anciens réfugiés, principalement ceux qui rentrent du Burundi, devraient le savoir. Actuellement, le Rwanda a besoin de ceux qui contribuent à sa reconstruction : il n'a plus que faire des ethnistes.

D'où proviennent les ethnies ?

Jeanne d'Arc Umulisa, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 13

La dénomination des Twa, Hutu et Tutsi n'a pas de fondement ethnique. Elle est plutôt liée à la région d'origine ou au métier de chaque groupe. Ainsi les Twa proviennent de la région de "*Gitwa*" où le roi était appelé "*MUTWA*"; les Hutu, agriculteurs avec comme mot de passe "*MUHE UTU*" (donnes-lui cela) lors du troc, quand ils échangeaient lait et récoltes, tandis que les Tutsi ("*insulteurs*"), éleveurs, insultaient leurs troupeaux pour les faire revenir à l'ordre.

Femmes d'après-guerre

Michel Ndikumana, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 14

Les conséquences de la guerre se ressentent plus chez la femme que chez l'homme. La femme de l'après-guerre vit dans l'inquiétude. Elle est confrontée aux problèmes de la faim, des habitations inconfortables, de l'éducation des enfants. Elle attend beaucoup du gouvernement et des organismes internationaux (*texte en français*).

On ne peut pas prêcher aux démons

Jeanne d'Arc Umulisa, Umurava Magazine n°19, 12 octobre 1994, page 14.

Ce qui s'est passé au Rwanda n'est autre que l'action des démons. Les traîtres étaient hantés par les démons, par la haine. Il est impossible de guérir leurs coeurs. Il ne reste qu'à les juger et à les punir de façon exemplaire.